

Les États-Unis conduisent-ils l’Afghanistan vers la famine ?

mardi 2 novembre 2021, par [BONHOMME Marc](#), [FISHER Max](#) (Date de rédaction antérieure : 31 octobre 2021).

Les politiques américaines envers l’Afghanistan poussent le pays dans une crise économique qui montre déjà des signes de déclenchement d’une famine selon les avertissements de plus en plus urgents des analystes, des groupes d’aide et des économistes.

The Interpreter, New York Times, 29/10/21

Sommaire

- [Les États-Unis conduisent-ils](#)
- [La crise afghane, expliquée](#)
- [Le temps peut être compté](#)
- [Le choix de Washington](#)

Présentation : Une divergence tactique au sein de l’establishment étatsunien sur l’après-guerre afghan, occasion que la gauche doit saisir

Les ÉU ont-ils décidé d’affamer le village pour le sauver comme le suggère l’article ci-contre du New York Times ? Depuis le bombardement atomique d’Hiroshima et de Nagasaki, inutile militairement puisque le Japon était prêt à la reddition sans condition suite à l’offensive fulgurante soviétique en Mandchourie mais politiquement utile comme avertissement à l’Union soviétique alors dépourvue de l’arme atomique, la barbarie de l’impérialisme étatsunien n’a eu de cesse de se manifester. Si cet impérialisme a renoncé à l’arme atomique contre la Chine lors de la guerre de Corée ce n’est que par peur d’une riposte de l’URSS qui entretemps l’avait acquise. Cela n’a pas empêché l’aviation étatsunienne de bombarder la Corée du Nord, y compris au napalm, au point que « [d]ès l’automne de l’année 1952, il ne restait, d’après l’état-major américain, plus aucune « cible majeure » à bombarder en Corée du Nord » [1].

Le même « exploit » fut répété lors de la guerre du Vietnam :

Après 1962, la quantité d’armes incendiaires et de napalm atteignit rapidement de nouveaux records : « environ 388 000 tonnes de napalm américain ont été déversées sur l’Indochine entre 1963 et 1973, contre 32 357 tonnes sur la Corée en un peu plus de trois ans, et 16 500 tonnes sur le Japon en 1945. » De fait « toutes les munitions, incendiaires comprises, ont été utilisées dans des quantités deux ou trois fois supérieures à la totalité employée par les forces américaines pendant la Seconde Guerre mondiale. [2]

À l’ère du napalm succéda celle des bombardements à distance lesquels selon « [l]e programme Cost of War de l’Université Brown estime [...] au moins 801 000 humains ont été tués par des actes de violence guerrière en Irak, en Afghanistan, en Syrie, au Yémen et au Pakistan depuis 20 ans. » [3]. Ce à quoi il faut ajouter les sanctions telles celles en ce moment appliquées à l’Afghanistan. Pour

celles appliquées à l'Irak après la première guerre contre ce pays en 1990 on peut « estimer à un million le nombre de personnes décédées avant leur temps sous ces sanctions. » [4].

L'article humaniste du New York Times reste à court d'explications sur les raisons d'être de ce comportement sauf à celle de ne pas vouloir reconnaître le gouvernement des talibans. C'est un peu court. Certes après avoir contribué à créer ces Frankenstein avec la collaboration de l'Arabie saoudite et du Pakistan pour chasser l'armée soviétique de l'Afghanistan, les ÉU aimeraient bien s'en laver les mains comme Ponce-Pilate. Et les Démocrates ne voudraient pas être accusés par les Républicains de faire d'indispensables arrangements avec eux pour l'acheminement de l'aide. Pourtant ce sont les Républicains de Trump qui ont négocié avec les talibans les termes de la reddition commodément exécutés par le gouvernement Biden pour démontrer à la face du monde l'absence totale de base sociale et politique de ce gouvernement fantoche soutenu à bouts de bras par la force des armes étasuniennes et de l'OTAN et par l'Argent.

C'est oublié que la politique impérialiste étasunienne fait consensus au sein de leur classe dominante comme l'a démontré l'antagonisme avec la Chine mis en place par la présidence Trump et prolongé par celle Biden. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre leur politique afghane. Apparemment c'est une perte vis-à-vis l'ennemi chinois et jusqu'à certain point ce l'est car l'Afghanistan est limitrophe à la Chine et contient d'importantes ressources minérales. Mais l'état du pays est à ce point délabré et gros d'implosion, sans compter sa réputation méritée depuis le Grand jeu du XIX^e siècle entre les empires britannique et russe d'être le « cimetière des empires », que c'est un cadeau empoisonné. Pour ne pas que des hordes affamées dévalent sur les pays limitrophes, en particulier le Pakistan, protecteur des talibans au grand dam des ÉU et de plus en plus embrigadé dans la Route de la soie chinoise, et l'Iran mis au ban de la dite communauté internationale par les ÉU, il faudra que ceux-ci et le tandem Chine-Russie y mette de considérables ressources avant d'en tirer quelque avantage.

Pendant ce temps, les ÉU pourront redéployer leurs effectifs militaires dans des lieux plus stratégiques telle la mer de Chine du sud âprement disputée à la Chine et en général dans la zone dite indopacifique devenue primordiale comme l'a mis en évidence la récente entente militaire ÉU-Australie-Grande Bretagne pour le déploiement de sous-marins nucléaires appuyée sur l'organisation dite QUAD entre les ÉU, le Japon, l'Inde et l'Australie encadrant géostratégiquement la Chine. Car le pétrole du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord devient de moins en moins la ressource stratégique indispensable avec l'abondance du pétrole et du gaz de fracking étasunien avec ceux canadiens en réserve et avec la transition même lente vers l'efficacité énergétique et surtout les énergies renouvelables dont fait partie l'hydroélectricité québécoise allègrement exportée aux ÉU par le gouvernement de la CAQ.

Si le New York Times paraît s'opposer à la politique Biden sur l'après-guerre afghane c'est que sur ce point précis une partie de la bourgeoisie étatsunienne ne voudrait pas abandonner l'Afghanistan au camp adverse de sorte à resserrer l'encerclement de la Chine. Pour ce faire, le journal préconise de reprendre langue avec les talibans pour encadrer l'aide internationale et abandonner toute sanction (aussi vis-à-vis l'Iran). La gauche se doit de profiter de cette brèche pour des raisons humanitaires sans bien sûr tomber dans le piège de l'affrontement des camps ce qui veut dire réclamer l'ouverture des frontières de la part de tous les pays limitrophes et la participation de la Chine et de la Russie à l'effort commun dont celui du Canada qui a là une bonne occasion de se désolidariser de la politique étatsunienne comme Trudeau père l'a fait jadis vis-à-vis leur politique chinoise.

Marc Bonhomme, 31 octobre 2021

Les États-Unis conduisent-ils l'Afghanistan vers la famine ?

Les politiques américaines envers l'Afghanistan poussent le pays dans une crise économique qui montre déjà des signes de déclenchement d'une famine selon les avertissements de plus en plus urgents des analystes, des groupes d'aide et des économistes.

Le danger de famine massive a augmenté depuis le retrait américain en août, disent-ils, lorsque Washington a imposé au gouvernement taliban de sévères restrictions économiques qui étouffent l'économie du pays.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies prévoit que 23 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population afghane, seront confrontées à une grave insécurité alimentaire dès le mois prochain.

« Des enfants vont mourir », a déclaré à Reuters cette semaine David Beasley, le chef du programme des Nations Unies. « Les gens vont mourir de faim. »

M. Beasley a pris soin de ne pas isoler les États-Unis. Mais il a averti que si les restrictions étrangères sur l'économie afghane restaient en place, il y aurait une certitude croissante que « des millions de personnes, et en particulier des enfants, mourraient ».

La crise afghane est plus spécifique et plus aiguë que l'insuffisance de l'aide étrangère. Les restrictions imposées par les États-Unis au système bancaire du pays provoquent une grave pénurie de devises fortes. Cela fait monter l'inflation, rendant les marchandises plus chères, tout comme cela étouffe la capacité du pays à maintenir ses importations. Une grande partie de la nourriture afghane est importée.

À un moment donné, peut-être bientôt, les réserves de change en baisse rapide de l'Afghanistan seront épuisées. Cela est presque certain de provoquer un arrêt des importations, bloquant l'accès à la nourriture à des millions d'Afghans, disent les économistes, ainsi que de probables paniques bancaires et la dévaluation de la monnaie.

Mais malgré l'intense intérêt américain pour le sort de l'Afghanistan cet été, les partisans et les critiques de la décision de retrait du président Biden ont largement passé à autre chose. Prévenir la famine nécessiterait des changements de politique reconnaissant implicitement la domination des talibans, ce qu'aucune des deux parties n'est désireuse d'encourager.

Le département du Trésor de M. Biden a annoncé récemment qu'il n'avait pas l'intention de lever les restrictions à l'origine de la crise.

« Je ne sais pas comment dire ceci plus fort ou plus souvent : à cause des restrictions américaines sur le secteur bancaire, l'économie afghane s'effondre », a écrit Fatima Ayub, directrice des politiques de Crisis Action, un groupe d'aide lors de conflits. Sur Twitter, elle a annoncé : « Des millions de personnes mourront si ce problème n'est pas résolu soit d'injecter de l'argent et des liquidités dans le système. »

La crise afghane, expliquée

De nombreux pays enregistrent des déficits commerciaux ce qui signifie que la valeur de leurs importations dépasse celle des importations. Normalement, ceci n'est pas un problème. Mais l'Afghanistan souffre d'une condition commune aux zones de guerre : il a très peu de capacité intérieure et doit donc importer des marchandises, notamment de la nourriture et de l'électricité, valant plusieurs fois la valeur de ses exportations.

Les déficits commerciaux ne sont pas crédités ; ils doivent être payés en devises fortes. L'Afghanistan, pour couvrir son déficit, envoie chaque année des milliards de dollars en devises. Une partie de cette somme provient des recettes fiscales mais principalement de l'aide étrangère.

L'Afghanistan avait accumulé un stock de réserves de change : 9,4 milliards de dollars, assez pour couvrir environ 18 mois d'importations. Tout cela est détenu dans des banques à l'étranger, dont 7 milliards de dollars aux États-Unis. Lorsque les talibans ont pris le pouvoir, Washington a gelé l'argent.

Les États-Unis ont simultanément interrompu leur aide étrangère directe, coupant le flux de dollars qui reconstituaient ces réserves.

Aujourd'hui, l'Afghanistan ne dispose que de 110 à 220 millions de dollars de réserves, ont déclaré des responsables afghans à Stefanie Glinski, une journaliste basée dans le pays.

Lorsque ces réserves seront épuisées, cela provoquera ce que les économistes appellent un « arrêt soudain », au cours duquel les importations s'arrêteront en grande partie. Le gouvernement ne sera également plus en mesure de payer ses fonctionnaires, risquant une fermeture des quelques services restants. Et les citoyens ordinaires ne pourraient plus avoir accès à de l'argent liquide.

Le résultat serait des pannes d'électricité résultant, l'arrêt du commerce et des transports alors que les importations de carburant s'épuisent et, pire encore, une grave pénurie alimentaire.

Pire encore, la valeur de la monnaie afghane, l'afghani, chuterait très probablement alors que les citoyens et les spéculateurs se précipiteraient pour l'échanger contre des devises étrangères plus sûres. Cela pourrait déclencher une hyperinflation, rendant les quelques biens encore inabordables.

« Il ne fait aucun doute qu'au moins certaines des voies de rétroaction sont amorcées et prêtes à exploser en Afghanistan », a écrit Ed Dolan, un économiste de l'Université de Yale, à propos de la menace d'hyperinflation.

Cela effacerait également la valeur de tout argent ou actif détenu par les citoyens ou les entreprises, tout en remettant à zéro la classe moyenne afghane - dont le sort était au centre des débats sur le retrait des États-Unis.

Le temps peut être compté

Le gouvernement taliban prend des mesures pour empêcher cet issu en imposant des restrictions sur les importations, en retenant les salaires de certains fonctionnaires et en interdisant aux citoyens de retirer plus de 200 dollars par semaine.

Mais à plusieurs égards, la crise a déjà commencé. De nombreux Afghans ont abandonné l'afghani pour des devises étrangères plus stables. L'inflation monte en flèche, mettant les produits de base

hors de portée de nombreux citoyens. Les prix du carburant et de l'huile de cuisson ont plus que doublé. Le prix de la farine a augmenté de 20 %.

Dans certaines régions du pays, c'est encore pire. Le prix des œufs et de la farine a plus que doublé dans la province de Ghazni, selon Halima Kazem, une journaliste. De telles augmentations abruptes encouragent la thésaurisation, ce qui fait encore grimper les prix.

En partie à cause de cela, 14 millions d'Afghans sont déjà confrontés à la sécurité alimentaire, et trois millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, selon le Programme alimentaire mondial.

Les agences internationales ou les associations caritatives sont largement incapables de fournir de l'aide ou de la nourriture en raison d'une autre restriction américaine : les sanctions économiques.

Depuis 2002, les États-Unis ont désigné les talibans comme un groupe terroriste international, interdisant toute relation commerciale avec eux. Maintenant que les talibans forment le gouvernement afghan, cela interdit la plupart des aides dans le pays, même si elles sont accordées directement aux civils afghans.

Le département du Trésor a permis certaines exceptions humanitaires aux sanctions. Mais celles-ci sont si étroites et vaguement définies que la plupart des groupes internationaux ont conclu qu'ils n'avaient d'autre choix que d'arrêter tous les services en Afghanistan, selon un article du Center for Global Development.

En conséquence, non seulement les groupes humanitaires sont-ils incapables d'atténuer les pénuries alimentaires mettant en péril de nombreux civils mais ils ont même dû se retirer des services qu'ils offraient avant la prise de pouvoir par les talibans.

« Avant l'arrivée des talibans à Kaboul, nous avons estimé que plus de 50 % vivaient en dessous du seuil de pauvreté ; d'ici le début de l'année prochaine, ce sera 97% », a déclaré à la BBC Kanni Wignaraja, un haut responsable du Programme des Nations Unies pour le développement.

« Nous n'avons vu ce niveau de pauvreté quasi universelle dans aucun pays de l'histoire récente », a-t-elle ajouté.

D'autres facteurs ont aggravé les dangers. Une sécheresse a réduit la production agricole nationale. Il en va de même des récents combats ruraux. Le gouvernement taliban a eu du mal ou n'a pas réussi à remettre sur pied les services de base. Des milliers de civils ont fui le balayage des talibans à travers le pays cet été créant d'importantes populations déplacées à Kaboul et dans d'autres villes.

Mais la crise est en grande partie d'origine américaine, imposée par des choix politiques délibérés dont les résultats ont été prédits des mois à l'avance.

« Vous devez dégeler ces fonds pour que les gens puissent survivre », a déclaré à Reuters M. Beasley, chef du Programme alimentaire mondial. M. Beasley est un ancien gouverneur républicain de Caroline du Sud.

Le choix de Washington

Washington n'a pas bougé. Débloquer la monnaie afghane ou assouplir les sanctions signifierait reconnaître le régime taliban et donner à ce gouvernement plus de ressources et de chances de survie.

Pourtant, les coûts de cette politique sont largement imposés aux civils afghans que la politique américaine est sensément conçue pour protéger. La guerre américaine au Vietnam, et plus tard en Afghanistan, a parfois été décrite avec sarcasme comme « détruire le village pour le sauver ». Maintenant, les États-Unis affament peut-être le village pour le sauver.

Le Center for Global Development, dans son rapport, a suggéré des politiques intermédiaires pour prévenir la catastrophe sans libérer complètement le gouvernement taliban des restrictions économiques.

Washington pourrait « autoriser une libération limitée et surveillée de réserves pour payer les importations essentielles » comme la nourriture et le carburant, ou pour soutenir la valeur de l'afghani, ont écrit les auteurs du rapport. La libération conditionnelle des réserves pourrait, ont-ils écrit, « aider à répondre aux besoins des Afghans ordinaires confrontés à l'insécurité alimentaire sans donner aux talibans un contrôle discrétionnaire ».

Même cela, cependant, nécessiterait un changement politique de Washington afin de coopérer efficacement avec les talibans pour remédier à l'insécurité alimentaire et à l'inflation galopante. Cela peut être difficile à supporter pour les décideurs et les politiciens américains. Encore plus difficile, peut-être, que d'imposer les conditions d'une famine de plus en plus imminente.

« Les sanctions et les retenues de fonds n'affecteront pas les talibans haut placés. Ils ont du soutien et de l'argent pour toute leur vie », a tweeté Ali M. Latifi, un journaliste d'Al Jazeera anglais basé à Kaboul. « Donc, quand vous dites de ne pas débloquer les fonds, vous laissez littéralement des millions de personnes mourir de faim et vous assurez que d'autres perdent leur emploi. »

P.-S.

• *Source* :

https://messaging-custom-newsletters.nytimes.com/template/oakv2?campaign_id=30&emc=edit_int_20211029&instance_id=44044&nl=the-interpreter&productCode=INT®i_id=47004033&segment_id=72971&te=1&uri=nyt%3A%2F%2Fnewsletter%2Fde4d3c8a-f805-5843-bf23-d2fd9a6bcf70&user_id=5a16f591a4b5d5363a4882bd50baa73b

Notes

[1] Wikipédia, Bombardement de la Corée du Nord

[2] Marine Guillaume, Le napalm dans la doctrine et la pratique américaines du bombardement, 1942-1975, SciencesPo, 26 janvier 2017

[3] Normand Lester, Bilan de 20 ans de guerre à la terreur, Journal de Montréal, 8/09/2

[4] (Michaël Lessard, Les sanctions économiques globales contre l'Irak (1990-2003)...), Essai de maîtrise en relations internationales, Institut québécois des hautes études internationales, Université Laval, 13 mai 200